

Angola : José Eduardo dos Santos passe officiellement le relais à son dauphin

@rib News, 26/09/2017 Source AFP Le régime de 38 ans de José Eduardo dos Santos, la tête de l'Angola a officiellement pris fin mardi avec la prestation de serment de son dauphin, Joao Lourenço, un pur produit du MPLA, le parti tout puissant depuis l'indépendance en 1975. [Photo : Le nouveau président angolais João Lourenço et son épouse Ana Dias Lourenço, lors de la cérémonie de prestation de serment, à Luanda, le 26 septembre 2017.]

José Eduardo dos Santos, âgé de 75 ans et la santé fragile, avait surpris cette année en annonçant qu'il ne briguerait pas un autre mandat à l'issue des élections du 23 août, remportées haut la main par le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA). Mais il passe le relais à un général à la retraite d'une loyauté absolue vis-à-vis de l'ancien parti unique. "En prenant le poste de président de la République, moi, Joao Manuel Gonçalves Lourenço, jure sur mon honneur de me consacrer pleinement aux fonctions qui m'incombent désormais", a déclaré le nouveau président, en prêtant serment pour cinq ans sur la Constitution. Il a ensuite, dans son discours, salué son prédécesseur et le président à la cérémonie, un président qui a "accompli sa mission avec un panache inhabituel". L'investiture du troisième chef de l'Etat angolais se tenait sur la place de la République de Luanda, en bordure de l'océan Atlantique, en présence de nombreux dirigeants africains - dont Paul Kagame (Rwanda) et Jacob Zuma (Afrique du Sud) - et de milliers de supporters. Joao Lourenço, ancien ministre de la Défense de 63 ans, a fait de la relance de l'économie sa priorité, s'engageant mardi à "promouvoir la stabilité, le bien-être et le progrès social de tous les Angolais". Celui qui veut entrer dans l'histoire de son pays comme "l'homme du miracle économique" a promis de lancer des "politiques d'emploi et de lutte contre la pauvreté", alors que l'Angola, qui dispute au Nigeria le titre de premier producteur africain d'or noir, figure parmi les pays les plus pauvres du continent. La tâche s'annonce ardue. José Eduardo dos Santos laisse un pays secoué par une grave crise économique depuis trois ans: la chute durable des cours du pétrole, qui fournit à l'Angola 70% de ses recettes fiscales et la quasi-totalité de ses entrées en devises, a fait virer au rouge vif tous les indicateurs de l'économie. - 'Le président de tous' - "Je serai le président de tous les Angolais", a affirmé le nouveau chef de l'Etat mardi, alors que l'opposition, qui conteste les résultats des élections législatives, boycottait la cérémonie d'investiture. Le MPLA a emporté 150 des 220 sièges du parlement, soit plus des deux tiers nécessaires pour faire passer ses projets de loi sans le soutien d'un autre parti. La Constitution angolaise ne prévoit pas de scrutin présidentiel, mais précise que le poste de chef de l'Etat revient à la tête de liste du parti qui a remporté les législatives. S'il quitte la présidence de l'Angola en la confiant à un proche, José Eduardo dos Santos a toutefois pris soin de verrouiller le pays. Il conserve la tête du MPLA jusqu'en 2022, si sa santé le lui permet. Il a placé les membres de sa famille à des postes-clés dans le pétrole, les banques, les télécoms et les médias. Il a aussi fait adopter, avant les élections, des lois qui lui assurent son impunité judiciaire et donnent pour plusieurs années toute la hiérarchie de l'appareil sécuritaire, composée d'hommes qui lui doivent tout. De nombreux chefs d'Etat avaient fait le déplacement mardi pour le saluer lui et son successeur: Marcelo Rebelo de Sousa (Portugal), l'ancienne puissance coloniale de l'Angola, Edgar Lungu (Zambie), Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire), Joseph Kabila (RDCongo) et Teodoro Obiang Nguema (Guinée équatoriale). Ce dernier, doyen politique des chefs d'Etat africains, était arrivé au pouvoir en 1979, un petit mois seulement avant José Eduardo dos Santos. L'Union européenne, via sa cheffe de la diplomatie, Federica Mogherini, s'est réjouie de pouvoir travailler avec le nouveau président angolais afin de "renforcer encore plus (les) relations" entre Luanda et Bruxelles et "intensifier le dialogue existant".

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});